

Compte-rendu

Groupe de travail « Prospective des métiers et des qualifications »

10 septembre 2007

Membres présents : 13

ARLANDIS René Paul – Conseil régional
BAUDRY Guy – CFDT
BLIN Mathieu - CRCI
BOUSSEL Bruno – MEDEF
DUMAS Christian - DRTEFP
FAURE Marie- Laure – Conseil régional
FRANCOIS Caroline - ORFE / GIP ALFA CENTRE
FRUCHET Nicolas - DRDJS
HILLAU Marion – ORFE / GIP ALFA CENTRE
RENAULT Philippe - FO
ROCHARD Marie-Béatrice – ORFE / GIP ALFA CENTRE
NAUD Alain - UNSA
TATIN Gilles - DRAF

Membres excusés : 9

ALBUISSON Nathalie - DRDJS
BONNEAU François – Conseiller Régional
DE MAGY Véronique - CFTC
DOROSZCZUK Bernard – DRIRE
DUHEM Emmanuel - DRTEFP
HENRY Elisabeth - CRMA
JOUIN Olivier – Conseil régional
LEGAY Véronique – CCREFP / GIP ALFA CENTRE
MOTHON Jacques - DRTEFP
NOBILI François - CESR
THIBAUT Agnès – Conseillère régionale

Ordre du jour :

- Poursuite des travaux dans les secteurs tertiaires.

Prochaines réunions du groupe de travail :

- 08 octobre 2007 à 14h00 au GIP Alfa Centre – Rez-de-chaussée

Le secteur tertiaire étant très vaste et hétérogène, l'ORFE propose aux participants de travailler sur chacune des grandes activités le composant.

Les secteurs du tertiaire : services aux entreprises (hors conseil et assistance), conseil et assistance, services aux particuliers et services à la personne ont été traités lors de la séance précédente.

Services commerciaux

Tableau proposé par l'ORFE

Emploi du tertiaire	Poursuite des tendances	Accentuation	Atténuation	Inversion
Services commerciaux - dont activités immobilières	Augmente : +2,20 %/an	Augmente plus vite Parallèlement au réseau de la grande distribution, reprise des installations de petits commerces liée à la création de services rapides et de proximité Retour des commerces de centre-ville et des franchises	Augmente moins vite Ralentissement du développement de la grande distribution (saturation du marché). Développement de «discounters»	Diminution Fort développement du @-commerce Forte régression du petit commerce.

Débat

Le secteur des services commerciaux est un de ceux qui augmentent le plus parmi les secteurs tertiaires. Les hypothèses permettant une augmentation encore plus rapide de l'emploi dans ce secteur seraient :

- Une reprise du petit commerce, qui tirerait l'emploi vers le haut,
- Un retour des commerces de centre ville et une multiplication des franchises

Notons que le secteur des banques et assurances sera traité séparément.

Un participant exprime sa difficulté à s'exprimer sur cette question, arguant le fait que les franchises et les petits commerces sont désormais de plus en plus réunis en un même lieu, autour de la grande distribution (galerie marchande). De plus le secteur est de plus en plus réglementé.

Dans ce secteur, la problématique n'est pas du tout la même dans les zones urbaines et péri-urbaines que dans les zones rurales, dans lesquelles le maintien de la population dépend du maintien des commerces.

Dans le cas présent, la « grande distribution » est définie en fonction du nombre de m² du magasin (Hyper et Super marché). Car si la grande distribution se définit par les grands

groupes tels que Carrefour, Auchan... alors il s'agit des mêmes grands groupes derrière les discounts (par exemple : Simply Market est le discount de Auchan).

Le nombre d'emplois créés dans un Super ou un Hyper n'est pas le même que celui créé dans un discount. Ce dernier optimise au maximum le personnel, notamment en minimisant le service clientèle. Le développement de discount ne permettrait qu'une hausse modérée de l'emploi dans le secteur.

Les hypothèses en faveur d'une diminution de l'emploi dans le commerce seraient :

- une réduction du petit commerce,
- le développement du @-commerce.

Le développement du @-commerce a des incidences sur le développement des plateformes logistique et, par voie de conséquences, sur l'emploi dans le secteur logistique. Il développe aussi tout ce qui touche au service à domicile.

Résultats des votes

Reprise des installations de petits commerce (Services rapides et de prox.)	Saturation du marché de la grande distribution	Fort dvlpt du @commerce
++	4++	6++
4+	5+	4+
5-	1-	-
1--	--	--
Retour des commerces de centre-ville et des franchises	Dvlpt de « discounts »	Régression du petit commerce
1++	4++	1++
4+	6+	6+
3-	-	3-
2--	--	--

Conclusion : l'augmentation de l'emploi ne semble pas garanti dans le secteur du commerce.

Banques et assurances

Tableau proposé par l'ORFE

Emploi du tertiaire	Poursuite des tendances	Accentuation	Atténuation	Inversion
Banques et assurances	Augmente : +1,18 % /an	Augmente plus vite	Augmente moins vite L'importance des départs en retraite engendre la recherche de productivité par la création de guichets automatiques Développement de la prestation de services (retraite, bourse, intermédiaires financiers,...)	Diminution Forte concentration des établissements. Remplacement de personnel par des guichets automatiques. Offres de services en ligne Délocalisations des activités d'assurance et d'assistance, notamment vers le Maroc

Débat

Les établissements bancaires développent des prestations de services, essentiellement des services de conseils, d'accompagnement et d'assistance.

Le conseil sur la retraite par capitalisation auprès des entreprises existe et devrait prendre de l'ampleur. La possibilité pour les clients des banques de créer des portefeuilles d'actions sur les banques en Bourse devrait aussi créer des emplois de conseillers.

Les banques ont anticipé l'effet de la pyramide des âges sur les départs en retraite de leurs salariés. Le secteur a su notamment adapter son appareil de formation à ses futurs besoins en compétences et en qualifications.

Un membre du groupe constate l'utilisation obligatoire d'Internet et de guichets automatiques pour accéder aux services des banques et assurances. Quid de l'aspect « machines » pour les personnes du 4^e âge qui vont être de plus en plus nombreuses ? Quelle adaptabilité pour les clients ? Et pour les banques ? Quelles réponses le secteur va-t-il donner à toutes les personnes qui n'ont pas accès aux technologies ?

Un participant observe que 40 % des personnes en emploi dans le secteur vont partir à la retraite très prochainement. Le remplacement de ce personnel permettra une réorganisation des banques et assurances. Le personnel pourra être recruté sur d'autres activités tel que le conseil. Tous les départs en retraite ne seront pas forcément remplacés.

De nombreuses fusions de banques et d'assurances ont eu lieu ces dernières années. Ce phénomène tend vers une hypothèse de suppression d'emplois.

On a vu l'implantation de petites agences un peu partout sur les territoires. Ces agences permettent une présence en terme d'image qui atteint ses limites (personnel très restreint : 1 ou 2 personnes).

Concernant la délocalisation des entreprises de ce secteur, les membres du groupe de travail sont très partagés. Il y a débat.

Sur le territoire national, il y a un recentrage des banques et assurances sur leur cœur de métier. En revanche, les tâches annexes sont délocalisées. Le traitement informatisé des chèques par exemple est déjà en grande partie délocalisé. Les clients n'en sont d'ailleurs pas informés. La « façade » doit rester sur le territoire national pour s'assurer la confiance de la clientèle. Ce besoin de contact entre le client et son banquier/conseiller est un phénomène local. L'exemple est donné de l'Angleterre où les agences bancaires sont quasi inexistantes.

On observe aussi le développement d'intermédiaire financier, se positionnant entre le client et la banque : comparaison à la recherche du meilleur produit, de la meilleure offre.

Certains pensent que le mouvement de délocalisation dans ce secteur a déjà eu lieu.

L'observation est faite que la finance est entièrement gérée à l'internationale dans les grandes places financières.

Résultats des votes

	Départs en retraite engendrent recherche de productivité par création de guichets automatiques 4++ 5+ 1- 0--	Forte concentration des établissements 6++ 2+ 2- 0--
		Remplacement de personnel par guichets automatiques 3++ 5+ 2- 0--
	Développement de prestation de services 1++ 5+ 4- 0--	Offre de services en ligne 4++ 6+ 0- 0--
		Délocalisations 1++ 4+ 5- 0--

Administration

Tableau proposé par l'ORFE

Emploi du tertiaire	Poursuite des tendances	Accentuation	Atténuation	Inversion
Administration D'Etat + territoriale	Augmente : +1,07 %/ an	Augmente plus vite	Stabilisation Remplacement partiel des départs en retraite Intégration de salariés du privé en cours de carrière (limites d'âges déjà supprimées pour les catégories C)	Diminution Directive CEE forte contrainte budgétaire sur les dépenses publiques Externalisation des activités pour un rôle accru de contrôle à posteriori et de coordination au détriment des fonctions réglementaires traditionnelles.

Débat

Le champs traité ici est celui de l'administration d'Etat et de l'administration territoriale (hors hospitalière et hors social – CAF, Sécu...).

Concernant l'administration territoriale, le groupe semble d'accord sur une hypothèse à la hausse des emplois communaux en lien avec le développement :

- des besoins : entretiens, jeunesse, voirie,...
- de l'habitat en milieu rural
- de services locaux (l'Agglo offre des services complémentaires à sa population).

En terme d'emploi, l'intercommunalité n'implique pas forcément d'économie d'échelle.

De plus, la gestion des communes et des agglo est de plus en plus complexe (marchés publics, gestions comptables, PLIE, SCOT,...). Ces collectivités ont de plus en plus de besoins en compétences, de spécialistes. Ce qui va plutôt dans le sens d'une augmentation de l'emploi. Cette hypothèse est donc ajoutée dans le tableau en faveur d'une augmentation des emplois.

Concernant l'administration d'Etat : 42 % des effectifs doivent partir à la retraite.

Concernant l'hypothèse d'externalisation de certaines activités par l'administration, il y a débat :

50 % des emplois des collectivités territoriales (90 % dans les communes) sont des emplois de main d'œuvre qui ne peuvent pas être externalisés.

L'externalisation se fait essentiellement sur les tâches d'exécution et activités réglementaires, tel que la saisie en ligne des impôts.

Un membre du groupe pense que ça n'influe pas sur les effectifs mais sur l'évolution des métiers, des postes au sein de l'administration.

Beaucoup d'exemples permettent de montrer qu'on a externalisé les tâches d'exécution pour ne garder plus que celles de contrôle (Impôt en ligne, entretien des véhicules de l'armée par des entreprises extérieures, la Poste - Telecom...).

L'ORFE proposait, dans son tableau, une hypothèse quant à l'intégration des salariés du privé dans l'administration publique. Cette hypothèse est rejetée par le groupe qui considère qu'elle n'a pas d'impact en terme d'évolution d'emploi mais plutôt de profil des personnes occupant les emplois.

Résultats des votes

Augmentation des besoins de la population en services et gestion de plus en plus complexe dans les communes et aggro 1++ 6 + 3 - 0--	Remplacement partiel des départs en retraite 6++ 1+ 3- 0--	Directive CEE 2++ 0+ 8- 0-- Forte contraintes budgétaires sur les dépenses publiques 9++ 1+ 0- 0--
		Externalisation des activités réglementaires traditionnelles pour un rôle accru de contrôle et de coordination 2++ 3+ 5- 0--

Transport Logistique

Tableau proposé par l'ORFE

Emploi du tertiaire	Poursuite des tendances	Accentuation	Atténuation	Inversion
Transport - logistique	Augmente : +2,22 % /an	Augmente plus vite	Augmente moins vite Essoufflement de l'externalisation de l'industrie vers le secteur transport Les entreprises régionales de transport routier se regroupent pour rester concurrentielles Saturation du marché des plateformes logistiques	Diminution Le ferroutage remplace en partie le transport par camion

Débat

Forte augmentation du secteur ces dernières années, en lien notamment avec l'augmentation de l'activité commerciale. La croissance du @-commerce développe aussi les plateformes logistiques.

Pour les participants, l'externalisation des activités logistiques et de transports de la part de l'industrie n'est pas terminée. Ils pensent que le développement d'entrepôts logistiques en région va aussi perdurer.

L'un des membres relève la limite écologique au développement des transports.

Le groupe demande que les transports soient séparés de la logistique pour le vote. En effet, de l'avis de certains membres du groupe l'emploi dans le transport risque de diminuer tandis que l'emploi dans la logistique devrait continuer d'augmenter. La logistique est un secteur qui crée de la valeur ajoutée.

Un participant évoque un risque de baisse des effectifs dans la logistique liée aux concentrations / fusion des plateformes.

Résultats des votes

Transport

Développement du @-commerce 2++ 5 + 3 - 0--	Essoufflement du phénomène d'externalisation de l'industrie vers le secteur transport 0++ 1+ 9- 0--	Ferroutage remplace en partie le transport par camion 1++ 2+ 6- 1--
	Regroupement des entreprises de transport routier en région pour rester concurrentielles 3++ 3+ 4- 0--	Concurrence des pays étrangers 9++ 1+ 0- 0--

Logistique

Développement du @-commerce 5++ 4 + 1 - 0--	Concentration des entreprises 4++ 3+ 3- 0--	
Phénomène d'externalisation de l'industrie vers le secteur de la logistique 4++ 6+ 0- 0--	Saturation du marché des plateforme logistique 0++ 3+ 5- 2--	Concurrence inter régionale, étrangère 2++ 4+ 4- 0--

Education

Tableau proposé par l'ORFE

Emploi du tertiaire	Poursuite des tendances	Accentuation	Atténuation	Inversion
Education (EN + FTLV + FC)	Légère baisse : - 0,4 % / an	Diminution Diminution de la démographie scolaire : réajustement des effectifs enseignants en lien avec la diminution des effectifs scolarisés Non remplacement systématique des départs en retraite Développement du @-enseignement	Stabilisation Formation « tout au long de la vie » : mobilisation des OPCA, en particulier auprès seniors Stagnation du nombre de jeunes sortant sans qualification : dvlpmt de structures accueillant des jeunes pour des remises à niveau Mesures prises pour l'accompagnement et la formation des demandeurs d'emploi (individualisation)	Augmentation

Débat

Les membres du groupe pensent qu'il va y avoir une augmentation des effectifs en lien avec :

- l'augmentation des formations de l'enseignement supérieur (enseignants)
- le développement de la Formation tout au long de la vie (formateurs)
- l'individualisation de la formation
- le DIF
- L'externalisation par l'UNEDIC du suivi des demandeurs d'emploi.
- L'augmentation d'organismes privés de soutien scolaire.

Quid de la fusion ANPE / UNEDIC ?

L'Etat fait de gros efforts pour un suivi individualisé des demandeurs d'emploi. Mais, mécaniquement, si les demandeurs d'emploi diminuent, les besoins de suivi sont moins importants. Les mesures d'accompagnement dépendent aussi du nombre de personnes accompagnées par un agent (public ou privé).

Concernant les effectifs de l'Education nationale, ils devraient être ajustés en fonction de l'évolution à la baisse des effectifs scolaires. Les nombreux départs en retraites ne seront pas remplacés.

Les effectifs scolaires devraient recommencer à augmenter à partir de 2012. Notre horizon étant fixé à 2015, on est à la limite. Les participants pourront se positionner grâce à leur vote.

Résultats des votes

<p>Diminution de la démographie scolaire</p> <p>4++ 4 + 2 - 0--</p>	<p>Développement du @ enseignement</p> <p>1++ 3+ 4- 2--</p>	<p>Prise en compte de l'individualisation</p> <p>2++ 8+ 0- 0--</p>
<p>Non remplacement systématique des départs à la retraite</p> <p>5++ 4 + 1 - 0--</p>	<p>Développement de structures publiques ou privées pour une remise à niveau des jeunes (en difficulté ou sans qualification)</p> <p>2++ 7+ 1- 0--</p>	<p>Formation TLV : mobilisation de l'EN et d'organisme divers</p> <p>5++ 5+ 0- 0--</p>
	<p>Augmentation des mesures d'accompagnement et de formation en faveur des demandeurs d'emploi</p> <p>2++ 6+ 1- 1--</p>	

Santé

Tableau proposé par l'ORFE

Emploi du tertiaire	Poursuite des tendances	Accentuation	Atténuation	Inversion
Santé (Privé + fonction publique hospitalière + maison de retraite)	Augmentation	Augmentation Numerus Clausus rehaussé Reconnaissance de pratiques d'actes médicaux hors référentiels (aides soignants pratiquant actes infirmiers) – « faisant fonction »	Stabilisation Attractivité géographique pour les médecins étrangers Contraintes budgétaires fortes : limitation des moyens alloués à la santé	Diminution Départs en retraite nombreux et non anticipés Affaiblissement accru de la densité médicale

Débat

Le vieillissement de la population va dans le sens d'une augmentation de la demande de soins, et donc d'une augmentation des emplois dans le secteur de la santé.

Toutefois des hypothèses pourraient être en faveur d'une stabilisation des emplois du secteur.

Une meilleure prévention pourrait permettre à la population de mieux se soigner et provoquer une diminution de la demande de soins. Une prise de conscience individuelle et collective pourrait amener à une meilleure consommation de l'offre de soins.

Un des membres rappelle que les petits hôpitaux locaux sont fermés et que la tendance va vers une concentration de l'offre de soin.

Concernant, l'hypothèse de rehaussement du numerus clausus, un des membres considère que le quota actuel est suffisant mais qu'il faudrait optimiser la carte de la répartition des médecins. Le problème ne provient pas de leur nombre mais des inégalités territoriales quant à leur implantation.

Certaines communes incitent les jeunes médecins à l'installation par des aides financières.

Les hypothèses proposées par l'ORFE concernant « la reconnaissance de faisant fonction » et « l'attractivité de la région pour des médecins étrangers » sont rejetées par le groupe qui considère que ces hypothèses n'ont pas d'impact sur l'emploi mais sur le profil des personnes occupant les postes.

Résultats des votes

Augmentation de la demande de soin (vieillessement) 8++ 2 + 0 - 0--	Augmentation de la prévention (collective et individuelle) 1++ 8+ 1- 0--	Limitation des moyens alloués à la santé 4++ 5+ 1- 0--
Numerus clausus rehausser, optimisation de l'offre médicale 1++ 3 + 6 - 0--		Départ en retraite nombreux et non anticipés 0++ 6+ 3- 1--
		Affaiblissement de la densité médicale 1++ 6+ 3- 0--